



SEANCE PLENIERE LUNDI 07 FEVRIER 2022

**INTERVENTION JEAN DIONIS DU SEJOUR
DELIBERATION GPSO**

Monsieur le Président,

Je vois que vous êtes en forme et je vous ai trouvé bon. Je vous ai même applaudi mais vous ne m'avez pas vu.

Toutefois, je m'associe à ce qu'on dit mon collègue DUPRAT et ma collègue EELV sur la forme : **non la forme et la Commission transport, n'ont pas été respectées.**

Lundi 30 janvier, vous nous avez envoyé la lettre écrite par Jean CASTEX le 25 janvier, qui boucle la négociation. Qu'est-ce qui empêchait votre Vice-Président de parler en votre nom et de nous dire « voilà nos engagements » ?

Monsieur le Président, la Commission transport, j'y étais.
Elle a duré 40 minutes et elle était à encéphalogramme plat.

Mesurez, Monsieur Président, lorsqu'on vous alerte sur le recul de la vitalité démocratique au niveau des commissions. C'est un fait. Et bien que je sois en désaccord frontal avec ce qu'a dit ma collègue EELV, sur cela elle a raison.

Monsieur le Président, nous voterons, et je parle au nom du groupe Centre et Indépendants, et de l'Intergroupe, **nous voterons tous pour cette délibération**, nous le ferons car elle a un mérite. Un seul, et il est grand.

Cette décision maintien le projet en vie, elle le maintien en mouvement.

Le projet LGV GPSO, sera bien présenté au Conseil d'Etat **le 15 février ou avant**. La création de l'établissement Public de Financement sera faite avant l'échéance de la loi, le **24 avril 2022**.

Oui pour ça, merci donc à vous, Monsieur le Président.

Merci aussi à **Jean CASTEX**.

Vous avez d'ailleurs été - je le dis - très honnête intellectuellement là-dessus, parce que c'est lui qui a ressuscité sur le dossier. Parce que c'est aussi lui, qui **met 4 milliards sur la table**. Et enfin, parce qu'il a l'élégance politique de veiller, de mettre de l'énergie à laisser ce projet sur des bons rails alors qu'il va quitter la mission qu'il a fait, qu'il a réussi à Matignon. Je tenais au nom de mon groupe à saluer Jean CASTEX et le gouvernement.

Vous le faites l'effort de maintenir ce projet en mouvement en sortant le carnet de chèques régional. Regardons l'évolution calmement :

- Le lundi 11 octobre 2021, on est à **580 millions** ;
- Le lundi 13 décembre 2021, on est à **710 millions** ;
- Et le lundi 09 février 2022, on est à **935 millions**.

Monsieur le Président, **nous vous avons averti de l'insuffisance de l'investissement régional**, notamment comparant de manière assez rigoureuse avec ce que faisait Carole DELGA chez nos voisins de l'Occitanie. **Notre diagnostic était le bon**. Après coup, vous avez corrigé le tir, nous en tenons acte.

Mais les **Communautés d'Agglomérations de Pau, de Dax, de Bayonne, et le Département du Lot-et-Garonne**, ont refusé de délibérer à hauteur de ce qui était prévu dans la délibération.

Et là on touche à **3 limites** de cette délibération.

Permettez-moi de les pointer parce que le dossier va durer jusqu'en 2032, et que je veux dire à mes collègues élus : n'imaginez surtout pas que c'est le dernier plan de financement qu'on vous propose, il y en aura encore une petite dizaine et je suis gentil.

Premièrement, sans clarification forte, cette délibération porte le **poison de la division**.

Deuxièmement, vous nous présentez **un impact financier nul**. J'ai bien apprécié ce qu'a dit notre collègue DUPRAT à ce sujet, et j'y reviendrai.

Troisièmement, vous ne dites rien sur **les menaces que fait peser le gouvernement sur les gares d'Agen et le hub de Dax**.

Je vois que vous souriez, mais moi ça ne me fait pas rire.

Première critique : votre délibération porte en elle le **poison de la division** et je me tourne vers mes collègues : **les collectivités qui ont accepté de payer, continueront-elles de payer si la Région passe la grande serpillère régionale ?** La réponse est **non**, elles ne le feront pas. Et je vous annonce la division.

Je vous l'ai dit lors de mon dernier discours, il y a un angle mort là et il est infectieux. Finalement, nous avons deux chemins - et pas trois - le premier est celui de la Région qui payera tout et, le second, celui où chaque collectivité va payer ce qu'elle doit payer. Mais, il n'y a pas d'entre deux. Il n'y en aura pas.

Deuxième critique : votre délibération nous promet un avenir radieux et un impact financier neutre. La délibération devient optimiste : vous nous parlez de bonne fortune, de gentilles fées, et pourquoi pas de fiscalité, de péages, de l'Union Européenne, de calendrier Bordeaux-Dax etc. Voilà les bonnes fées. **Mais notre collègue DUPRAT à raison lorsqu'il dit « sur un projet il y a aussi des méchantes sorcières »**. Et qui seront les méchantes sorcières ? Ce sera les hausses des prix, les événements techniques, les sols, la météo, la hausse des salaires. Bref, sur un projet comme celui-ci, et ici on en a tous fait des projets, on sait très bien qu'il y aura un équilibre de bonnes et mauvaises nouvelles. Et qui vous dit que le maître d'ouvrage ne vous fera grâce que des gentilles fées ? Ça c'est optimiste. C'est le moins qu'on puisse dire en l'état du contrat.

Troisième critique : la délibération ne défend pas les gares d'Agen et de Dax. Pour le coup il y a 2 positions :

- La vôtre, Monsieur le président, si elle a une force, c'est de dire *je fais en sorte à ce que j'avance soit remboursé par les bonnes fées et les bonnes fortunes du projet*. Mais ce n'est pas la bonne ligne.
- La ligne c'est, pour le coup, celle du gouvernement : aussi insupportable soit-elle pour nous, elle est plus lisible, quand le Premier ministre dit « si vous ne payez pas, attention à votre gare ».

Dans la négociation de ce projet avec l'Etat, il faut faire émerger un enjeu clair, une ligne rouge. **Je crois que vous seriez alors dans votre rôle à défendre ces gares. Je vous ai écrit d'ailleurs à sujet.**

Donc aujourd'hui nous votons ce projet puisque votre délibération le maintient en mouvement, et que nous sommes pour la LGV. Mais nous disons : « **clarifions-le** », parce qu'autrement, à moyen terme, il peut être dégradé de manière significative.